

CHANGEMENT CLIMATIQUE,  
ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

# LA TRANSFORMATION SOCIALE-ÉCOLOGIQUE EN ALLEMAGNE

Propositions des syndicats allemands

**Jan Philipp Rohde**  
Décembre 2021



En Allemagne, la mise en place d'une véritable transformation sociale-écologique et numérique dépendra de la volonté de compromis des membres de la nouvelle coalition gouvernementale.



Le DGB revendique une transformation associée à des objectifs élevés sociaux et démocratiques, qui implique une évolution profonde de la politique budgétaire, industrielle et de l'emploi.



Il propose par ailleurs de réformer la participation des salariés, les systèmes de formation, la coopération entre les acteurs et le rôle régulateur de l'Etat pour favoriser les innovations et la cohésion sociale.

# LA TRANSFORMATION SOCIALE-ÉCOLOGIQUE EN ALLEMAGNE

## Propositions des syndicats allemands



Si le nouveau gouvernement allemand prévoit bien des investissements publics et privés dans la transformation sociale-écologique et numérique, le retour annoncé de l'équilibre budgétaire en 2023 soulève la question de la faisabilité de sa politique, qui dépendra de la volonté des membres de la nouvelle coalition à trouver un compromis crédible.



Le DGB veut faire de la transformation à venir le moteur d'une évolution positive du pays sur le plan social, écologique et démocratique. L'objectif de neutralité climatique implique un large soutien de la société, des mesures de réductions de CO<sub>2</sub> efficaces, et une adaptation profonde de l'Etat social, de la politique budgétaire, industrielle et de l'emploi.



Il propose par ailleurs de renforcer la participation des salariés et le dialogue social, les coopérations institutionnelles et financières aux niveaux local, national et européen, les systèmes de formation et le rôle régulateur de l'Etat pour favoriser les innovations et la cohésion sociale.

Plus de détails sous ce lien:

[www.fesparis.org](http://www.fesparis.org)

CHANGEMENT CLIMATIQUE,  
ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

# LA TRANSFORMATION SOCIALE-ÉCOLOGIQUE EN ALLEMAGNE

Propositions des syndicats allemands

## INTRODUCTION

A bien des égards, les élections fédérales du 26 septembre ont été une élection politique majeure de l'histoire récente allemande.

Tout d'abord, l'objectif du scrutin était d'élire le successeur d'Angela Merkel, qui venait d'achever l'un des plus longs mandats de l'histoire à la tête de la chancelière fédérale. Ensuite, l'élection s'est déroulée dans un contexte mouvementé : la vie quotidienne des gens et le marché du travail subissaient toujours de plein fouet les effets de la pandémie de coronavirus, alors que de nombreux secteurs économiques connaissent une utilisation massive du chômage partiel, des problèmes d'approvisionnement considérables et une augmentation de l'insécurité de l'emploi. Par ailleurs, la catastrophe des inondations de l'été 2021, d'une ampleur historique, a causé des dégâts majeurs et de grandes souffrances dans le sud et l'ouest de l'Allemagne. Dans ce contexte, rien d'étonnant à ce que la justice sociale et le changement climatique aient été des sujets majeurs de la campagne électorale.

En obtenant près de 26 % des suffrages, le SPD et son candidat principal Olaf Scholz sont devenus la première force politique du pays. Arrivée en deuxième position avec 24,1 %, la CDU a enregistré le score le plus bas de son histoire. Quant aux Verts et aux libéraux du FDP, ils ont obtenu respectivement 14,8 % et 11,5 % des voix. À l'évidence, cette élection a donc traduit le désir de changement d'une majorité des électeurs.

Appelée « coalition feu tricolore », l'alliance composée du SPD, des Verts et du FDP dirige désormais le nouveau gouvernement fédéral. Les partis de la coalition tricolore ont présenté une stratégie qui identifie les défis urgents auxquels l'Allemagne est aujourd'hui confrontée, à savoir moderniser le pays dans le contexte de la transformation numérique et du changement climatique, remettre en état et développer les infrastructures et renforcer la justice sociale. Le contrat de coalition, qui vient d'être adopté et décrit le cap à suivre pour les quatre prochaines années, contient un engagement fort en faveur d'une économie sociale et écologique de marché et d'un État stratège et acteur central de la vie économique. Le contrat de coalition prévoit également de garantir de bonnes conditions de travail et la préservation de la créa-

tion de valeur dans l'industrie pendant la phase de transition écologique et numérique. Toutefois, l'urgence d'une réduction plus rapide des émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) impose une action plus vigoureuse dans de nombreux domaines. Aussi, les objectifs climatiques fixés cette année pour 2030 et 2045 devront dès l'année prochaine être adossés à des propositions de mesures complètes, qui entraîneront inévitablement une accélération des mutations à venir dans l'ensemble des secteurs économiques. Parmi les grands objectifs du gouvernement, il convient de souligner en particulier le développement massif des énergies renouvelables et la mise en route accélérée de l'hydrogène dans l'économie allemande, ainsi que la garantie de la création de valeur et du maintien des emplois dans le cadre de ce processus de transformation.

Toute la question est désormais de savoir si les mesures qui ont été décidées seront suffisantes pour remplir les objectifs fixés et si leur mise en œuvre concrète répondront aux attentes dans ce domaine.

Le succès de la transformation dépendra en grande partie de la rapidité avec laquelle les investissements publics et privés seront réalisés pour atteindre les objectifs de neutralité climatique de la société et de l'économie allemandes. Or, c'est bien cette question qui risque de concentrer les tensions politiques les plus fortes : si le contrat de coalition prévoit une augmentation des investissements publics dans la transformation sociale-écologique et numérique ainsi qu'un soutien ciblé des investissements privés, par exemple dans l'industrie, la règle d'or allemande du « frein à la dette » s'appliquera cependant de nouveau à partir de 2023. Tout dépendra donc de la volonté de compromis des membres de la coalition dans les prochaines années. Pour le DGB, il est clair que l'objectif du « zéro déficit climatique » (neutralité des gaz à effet de serre) n'est pas compatible avec celui du « zéro déficit budgétaire ».

En amont des élections fédérales, le DGB a pris position dans le débat public en proposant une « charte de la transformation », dans laquelle il a formulé des revendications claires à destination des responsables politiques, de la société et des syndicats. Cette charte contient des positions et des propositions concrètes dans tous les champs d'action pertinents de la politique climatique, qui sont présentées dans cette note.

## CHARTRE DE TRANSFORMATION DU DGB

Au début de cette décennie, la neutralité climatique, la transition numérique et les nouveaux rapports de force internationaux constituent autant de bouleversements majeurs pour le monde du travail, l'économie et la société. L'urgence de la protection du climat s'est définitivement imposée dans la conscience collective, a fortiori depuis la catastrophe des inondations qui ont ébranlé l'Allemagne au mois juillet dernier. Notre objectif est de faire de la transformation à venir le moteur d'une évolution positive de notre pays sur le plan social, écologique et démocratique. Seules l'association des travailleurs à la construction de leur avenir, la promesse d'un haut niveau de protection sociale et la garantie de justice sociale permettront de faire de cette transformation sociale-écologique un véritable changement démocratique. Le nouveau gouvernement fédéral doit donc mettre en œuvre au plus vite les points suivants :

### 1. LA TRANSFORMATION SOCIALE, ÉCOLOGIQUE ET DÉMOCRATIQUE

La transformation doit être organisée de manière durable sur le plan social et écologique. La lutte contre l'augmentation des inégalités économiques et sociales étant tout aussi importante que la mise en place effective de mesures de lutte contre le réchauffement climatique, elle doit faire partie intégrante de la politique climatique. Or, celle-ci ne pourra être appliquée qu'avec le soutien d'une large partie de la société. A ce titre, les employés ne devront pas seulement être «entraînés» sur la voie de ce changement, mais y participer activement. Ce n'est qu'à cette condition qu'il sera possible de transformer l'économie et la société pour atteindre les objectifs de neutralité climatique, préserver les réseaux de création de valeur de l'industrie et des services, et, enfin, garantir un niveau de développement économique durable et la qualité du travail de demain. C'est ce qui permettra de relever le défi du changement avec les salariés et c'est la boussole qui devra guider l'action du gouvernement fédéral, quel que soient les ministères concernés.

### 2. LA POLITIQUE DE LA TRANSFORMATION : GOUVERNER ET PARTICIPER DAVANTAGE, PLUTÔT QUE RÉAGIR ET SUBIR

La pandémie du Covid-19 a démontré qu'un État actif et organisateur est un acteur déterminant pour lutter contre les crises. Le marché seul n'a jamais été capable de jouer ce rôle, et ne le sera pas davantage à l'avenir. Nous avons besoin d'un État fort et capable d'agir pour mettre en place la transformation écologique et numérique de notre économie et de notre société. L'État encourage les innovations, donne les impulsions stratégiques nécessaires au développement de l'économie, assume ses responsabilités et définit un cadre dans lequel le changement peut se déployer. De même, il s'agit d'agir de manière proactive là où les grandes ruptures risquent d'advenir. De nouveaux emplois et de

nouvelles formations de qualité doivent être créés avant que les emplois existants ne disparaissent, et les parcours de formation des générations futures doivent être adaptés en conséquence. La priorité absolue doit être donnée à la préservation de l'emploi et des sites de production. Pour ce faire, il est nécessaire d'améliorer le recours aux instruments existants de la politique de l'emploi et de développer les instruments de la politique industrielle et économique pour les adapter aux objectifs de transformation et de gestion de crise. Par ailleurs, les obstacles à la mobilité sur le marché du travail doivent être supprimés. Enfin, nous exigeons le déploiement d'un État social actif dont l'articulation de l'action avec les procédures de participation des salariés aux décisions des entreprises, l'application du système de la codétermination et le concours de négociations collectives efficaces, permettra, en lien avec le soutien responsable de l'État, de construire les fondations de la société du travail de demain.

### 3. TRANSFORMATION ÉQUITABLE, FINANCEMENT ÉQUITABLE

Pour être en mesure d'organiser et d'encadrer la transformation à venir, nous avons besoin d'investissements massifs, notamment issus de la puissance publique. A ce titre, le DGB exige la mobilisation d'investissements supplémentaires d'au moins 450 milliards d'euros d'ici 2030. L'objectif de neutralité climatique ne peut pas être rempli en maintenant un taux d'endettement nul et le frein à la dette actuel. Nous refusons catégoriquement les baisses d'impôts pour les riches ou les coupes budgétaires au détriment de l'État social. Le financement de la transformation doit être organisé de manière socialement équitable, afin de mettre les objectifs de la protection du climat à la portée de tous les citoyens. Il est nécessaire d'accorder le même poids aux analyses dédiées aux effets des mesures écologiques sur la réduction des gaz à effet de serre, sur l'emploi et sur la redistribution des revenus. Les hauts revenus, patrimoines et héritages doivent être (davantage) taxés et les revenus du capital doivent être clairement mis à contribution afin d'apporter une contribution équitable au processus de transformation. Nous ne devons pas seulement augmenter les investissements publics, mais aussi les investissements privés. Des objectifs climatiques ambitieux impliquent que des technologies innovantes, aujourd'hui techniquement au point, pénètrent le marché bien qu'elles ne soient pas encore rentables sur le plan commercial. Les conditions telles qu'un environnement politique fiable, des capitaux propres suffisants, un marché d'approvisionnement approprié et des perspectives de profits solides font partie des éléments qui font souvent défaut lorsqu'il s'agit de prendre des décisions en matière d'investissements massifs et de long terme. Afin d'éviter une émergence trop tardive des innovations technologiques ou de leur développement en dehors du territoire allemand, l'État doit donc à la fois réaliser des investissements stratégiques, soutenir l'économie et assumer sa fonction d'État régulateur, afin de combler l'écart existant entre ce qui relève d'un investissement privé rentable sur le plan commercial et ce qu'il serait pertinent de faire du point de vue du développement économique. Nous appelons à la

mise en place de « fonds de transformation » publics dont l'objectif sera de soutenir les investissements privés dans l'industrie et d'utiliser l'argent public à long terme dans des secteurs technologiques stratégiques afin de garantir le financement nécessaire des technologies et des modes de production respectueux du climat.

De même, des « accords de lutte contre le changement climatique », qui remboursent les coûts différentiels au-dessus du prix réel du marché du carbone et intègrent ainsi un prix du CO2 garanti au calcul des investissements, doivent être négociés pour couvrir les coûts d'exploitation et de développement des nouvelles technologies. Des quotas d'approvisionnement de produits ou de composants verts peuvent également sécuriser un certain nombre de nouveaux débouchés sur le marché. Pour prendre leur essor, les productions alternatives décarbonées doivent donc être soutenues par un programme d'investissement et de subvention massif.

#### 4. LA TRANSFORMATION VERS LA NEUTRALITÉ CLIMATIQUE

L'Allemagne assume sa responsabilité internationale et s'efforce d'atteindre des objectifs climatiques ambitieux. Nous avons la capacité de remplir ces objectifs, ce qui suppose des garanties d'investissement et des perspectives claires permettant de planifier ces activités. Il est essentiel de mettre en place des mesures concrètes et efficaces qui permettent à la fois de réduire les émissions de CO2 et d'intégrer à cet objectif les enjeux humains et économiques, constituant un équilibre que le gouvernement fédéral devra préserver dans sa future politique. Les changements nécessaires dans le secteur de l'énergie et dans les secteurs relatifs à la consommation intérieure sont complexes : développement des énergies renouvelables, sortie du charbon, couplage des secteurs concernés, efficacité énergétique, efficacité des ressources et économie de l'hydrogène. Les différentes transitions énergétique, thermique et de la mobilité doivent être pensées en un bloc et ne pas constituer des obstacles qui opposeraient les uns aux autres. A cet égard, la priorité est d'accélérer le développement massif des énergies renouvelables tout en augmentant l'efficacité énergétique dans tous les secteurs.

Nous devons réussir la transition vers la mobilité durable et sociale. L'accent doit être mis sur une offre de mobilité accessible et abordable pour tous les citoyens. En conséquence, il faut développer le rail et les transports publics, appliquer un mix technologique intelligent dans le secteur des automobiles et des poids lourds, et inventer des concepts de mobilité sur l'ensemble de la journée pour délocaliser les flux de circulation. A ceci s'ajoute la nécessaire production de cellules de batteries en Allemagne et en Europe. Afin d'atteindre l'objectif de neutralité climatique dans le secteur des transports sur route, les infrastructures de recharge doivent être développées de manière plus ambitieuse et l'hydrogène doit être utilisé de manière ciblée. Les déplacements à pied et à vélo doivent également être renforcés.

#### 5. LA TRANSFORMATION ET DES BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL

La transformation doit être encadrée et organisée par des partenaires sociaux forts et des négociations fructueuses dans le cadre du système de codétermination présent dans les entreprises. Les partenaires sociaux assument leurs responsabilités à l'égard de la société et agissent en faveur de l'établissement de salaires élevés, du renforcement de l'innovation et de la compétitivité des entreprises et d'une vision à long terme de la stratégie de l'entreprise. Dans le secteur industriel, artisanal et des services, mais aussi dans le service public, la qualité de l'emploi doit être la norme, que ce soit dans les entreprises internationales, les micro-entreprises ou les PME. A ce titre, l'État, en tant qu'employeur, doit remplir de manière exemplaire les exigences en matière de qualité de l'emploi. Des bonnes conditions de travail offrent aux employés un niveau de sécurité leur permettant d'accepter le changement et favorisent ainsi l'adhésion de la société au processus de transformation à venir. Pour ce faire, l'État doit également fixer des critères sociaux à l'attribution de subventions publiques et instaurer des clauses imposant le respect des conventions collectives dans le cadre de l'attribution des marchés publics. Aussi, nous demandons le vote d'une loi fédérale qui limitera l'attribution des marchés publics et des subventions aux entreprises qui respectent les niveaux de rémunérations fixés par les conventions collectives. Par ailleurs, nous demandons un allègement de la procédure d'extension des conventions collectives ainsi que des mesures qui permettront de renforcer le niveau de couverture conventionnelle des salariés et d'augmenter l'attractivité des accords collectifs. Le salaire minimum, qui est actuellement de 9,60 euros, doit être porté à 12 euros.

#### 6. LES TRAVAILLEURS QUALIFIÉS, ACTEURS DE LA TRANSFORMATION

Les employés sont des innovateurs : ils développent des produits et des services, ils optimisent les systèmes en place et utilisent de nouvelles technologies. La formation qualifiée du « système dual » d'apprentissage, qui associe en Allemagne la formation en entreprise et la formation dans une école professionnelle, constitue le pilier à partir duquel ces compétences ont pu se développer. Afin que les travailleurs restent au niveau d'innovation qui est le leur, ceux-ci doivent pouvoir conserver et développer leurs qualifications professionnelles. Or, les perspectives de transformation engendrent souvent une incertitude par rapport aux qualifications précises qui seront requises à l'avenir. Pour faire face à cette incertitude, il convient de mettre en place un suivi continu des compétences en fonction de l'évolution des besoins identifiés dans tous les secteurs professionnels et de continuer à développer des offres de formation continue pour les salariés. Cette exigence implique la définition d'un cadre légal fédéral solide dédié à la formation continue, qui instaurera un droit à la formation tout au long de la vie ainsi qu'un plan stratégique en matière de gestion du personnel des entreprises et une participation plus importante des comités d'entreprise et du personnel aux décisions en matière

de formation continue, de gestion, de développement et de besoin du personnel. Si des agences de formation continue aident les personnes à garder ou retrouver un emploi à travers leurs actions de conseil et de qualification ciblée, les formations continues échouent souvent en raison du manque de temps et d'argent. Par conséquent, des mesures de soutien ciblées sont nécessaires, comme l'instauration d'une « indemnité de chômage partiel lié à la transformation ». Pendant les phases de transition professionnelle, cette indemnité pourrait constituer une passerelle destinée à financer de nouvelles qualifications et des programmes de reconversions. Elle associerait chômage partiel et qualification, ouvrirait de nouvelles perspectives d'emploi et garantirait le maintien de l'emploi.

## 7. ORGANISER LA TRANSFORMATION DE MANIÈRE DÉMOCRATIQUE

La transformation traverse l'économie et la société dans leur ensemble. L'articulation de la transformation autour du principe de l'intérêt général implique la mise en place de garde-fous sociaux parmi lesquels figurent un financement socialement équitable, la lutte contre le chômage et le déclassement social, l'égalité entre les sexes et les générations, l'égalité des chances, la participation des citoyens à la vie publique, l'égalité en matière de formation et le maintien de la cohésion sociale et territoriale. La participation des salariés aux décisions des entreprises est l'expérience vécue de la démocratie dans l'économie et la société du travail. L'organisation de cette transformation revient à faire vivre la démocratie au sein de la société, de l'économie, et des entreprises. Pas de place pour la xénophobie, l'antisémitisme et le racisme ! A ce titre, l'éducation politique et la participation des citoyens et des salariés jouent pour nous un rôle fondamental. Les responsables politiques, les syndicats et les chefs d'entreprises ont la responsabilité de renforcer la cohésion sociale. Dans le contexte de la transformation à venir, ils doivent tout mettre en œuvre pour ne laisser personne sur le bord du chemin.

## 8. ORGANISER LA TRANSFORMATION SUR PLACE

La portée, la profondeur et la dynamique de la transformation varient considérablement d'une région et d'un secteur à l'autre. Aussi, il est nécessaire d'impliquer et de mettre en réseau tous les acteurs locaux, qui apparaissent comme les experts des grandes mutations auxquelles font face leur région. Les syndicats et les comités d'entreprise doivent impérativement être impliqués dans les processus de transformation afin d'intégrer dès le départ les intérêts des salariés dans la conceptualisation des mesures à venir. Dans ce contexte, les entreprises régionales de services d'intérêt général et leurs employés peuvent jouer un rôle important. Comme le montrent les premiers grands projets mis en place dans ce domaine, les « conseils de transformation » constituent un instrument efficace pour aider les régions à concevoir de nouveaux modèles de politiques publiques et

appliquer les mesures nécessaires. Ainsi, le gouvernement du Land de Rhénanie-Palatinat a créé à l'initiative des syndicats un « conseil de transformation », au sein duquel des représentants du gouvernement du Land, des entreprises et des syndicats discutent des mesures à prendre sur place dans les domaines de l'emploi, de la qualification et de la formation continue, de la formation professionnelle, de la recherche et des investissements, des énergies renouvelables et de la stratégie de l'hydrogène. Dans le cadre d'alliances et d'ateliers dédiés à l'objectif de la transformation, différents acteurs issus d'entreprises, d'associations, de chambres de commerce, de l'administration, de la recherche, du monde politique régional et des syndicats peuvent développer et mettre en œuvre des stratégies visant à organiser et encadrer le processus de transformation, par exemple dans le secteur économique de la mobilité. Cet objectif suppose un soutien politique important.

## 9. PENSER LA TRANSFORMATION À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

La transformation n'est possible que dans un cadre européen commun. L'Allemagne étant l'État membre de l'UE le plus peuplé et le plus puissant sur le plan économique, elle porte une responsabilité particulière. Le Green Deal doit ouvrir une voie crédible à l'objectif d'une Europe sociale et neutre sur le plan climatique. La transition juste ne doit pas être réduite à une timide déclaration d'intention. Nous avons besoin d'objectifs climatiques ambitieux, d'investissements publics et privés massifs et de choix stratégiques qui engagent l'avenir du continent, notamment en matière de politique économique, sociale et de l'emploi. Il est à ce titre nécessaire d'augmenter le niveau de couverture conventionnelle des salariés dans toute l'Europe, de renforcer la participation des travailleurs aux décisions de l'entreprise, d'instaurer des salaires minimums suffisamment élevés pour agir sur le niveau de pauvreté et de fixer des normes européennes en matière d'assurance chômage.

## 10. ENSEMBLE POUR LA TRANSFORMATION

Les valeurs syndicales sont des valeurs sociales, qui doivent être le pivot de la transformation. Les décideurs politiques ne sont pas les seuls acteurs en charge de l'organisation de cette transformation. Les syndicats sont pleinement conscients de leurs responsabilités. Nous sommes prêts à relever les défis à venir en coopération avec les travailleurs, les chefs d'entreprise, les acteurs de la société civile et les responsables politiques. Nous appelons toutes les forces démocratiques à se joindre à nos efforts pour avancer ensemble vers cet objectif. Dès le début de la législature, le nouveau gouvernement fédéral devra réfléchir à l'organisation de la transformation de sorte qu'elle transcende les prérogatives des différents ministères, et la traiter dans un cadre institutionnel contraignant. Un point essentiel : les politiques visant l'organisation de cette transformation ne déploient leurs effets que si elles s'inscrivent dans le cadre

d'une interaction avec les différents niveaux de responsabilité et d'acteurs issus du monde politique et de la société. Aussi, l'organisation de cette grande mutation trouve pour nous une traduction d'autant plus claire qu'elle recèle une forme d'absolue : celle de la maîtrise de notre destin.



Autres publications de la FES Paris à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html> :

Saxer, Marc

**Plaidoyer pour une «transformation réaliste»**

La stratégie de la social-démocratie allemande  
Paris, novembre 2021

Bläsius, Julia

**Quel bilan faire de la campagne?**

Les élections fédérales en Allemagne  
Paris, octobre 2021

Hansen, Annika S.; Gienanth, Tobias von

**Le Sahelistan**

Pourquoi le Mali n'est pas l'Afghanistan  
Paris, septembre 2021

Hillion, Christophe; Blockmans, Steven

**Passer du doute à l'assurance**

Le service européen pour l'action extérieure en tant  
que soutien indispensable d'une UE géopolitique  
Bruxelles, septembre 2021

Finchelstein, Gilles ; Manz, Thomas

**De la souveraineté européenne**

Analyses européennes  
Paris, juillet 2021

Theobald, Hildegard

**En première ligne du coronavirus**

L'expérience du personnel soignant en Allemagne  
Paris, juillet 2021

Meng, Richard

**L'heure du renouveau a-t-elle sonné ?**

L'émergence d'un nouveau paysage  
politique en Allemagne  
Paris, juin 2021

Hubertus Heil

**La loi sur le devoir de vigilance en Allemagne**

Vers un renforcement des droits humains  
au sein des chaînes de production ?  
Paris, mars 2021

## AUTEUR

**Jan Philipp Rohde** est conseiller en charge des questions de l'environnement, du climat et du développement durable à la Confédération allemande des syndicats (DGB)

La Fondation Friedrich-Ebert (FES) est une fondation politique dont l'action est guidée par les valeurs fondamentales de la social-démocratie: la liberté, la justice et la solidarité. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante.

La FES a un réseau de plus de 100 bureaux dans le monde et de 15 bureaux régionaux en Allemagne.

Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

## EDITEUR

Friedrich-Ebert-Stiftung Paris  
41 bis, bd. de la Tour-Maubourg | 75007 Paris | France

[www.fesparis.org](http://www.fesparis.org)

Contact:

[fes@fesparis.org](mailto:fes@fesparis.org)

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES.

Les Publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung ne doivent pas être utilisées à des fins de propagande électorale